

LE SECTEUR DE MPAMA ESPACE DE VIE TRADITIONNEL DES COMMUNAUTÉS

TERRITOIRE DE LUKOLELA
PROVINCE DE L'ÉQUATEUR
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Cette brochure fournit des informations sur les réalités et les espaces de vie traditionnels des communautés du secteur de Mpama, dans le territoire de Lukolela, province de l'Équateur en République Démocratique du Congo.

Ces informations ont été rassemblées durant les activités de cartographie des espaces de vie traditionnels des communautés de Mpama avec l'appui de l'ONG GASHE (Groupe d'action pour sauver l'homme et son

environnement) dans le cadre du projet « Cartographie et Gouvernance Forestière dans le Bassin du Congo » mis en œuvre par l'ONG britannique The Rainforest Foundation UK et ses partenaires congolais.

DESCRIPTION DU SECTEUR DE MPAMA

Le secteur de Mpama est situé au centre du territoire de Lukolela et s'étend sur plus de 5.300 km². Il est limité au nord par le fleuve Congo, à l'ouest par le secteur de Banunu, au sud par le secteur de Basengele et à l'Est par les secteurs de Lusankani et du lac Tomba. Mpama compte plus de 100.000 habitants, appartenant à plus de deux cent clans répartis dans 64 villages. Actuellement le chef-lieu de secteur est le village Bobanga. Le paysage est dominé par la forêt dense de la zone Forêt

Equatoriale, en grande partie inondable, parcourue par des rivières et ruisseaux. Le climat tropical humide est caractérisé par un phénomène de mousson et de saison sèche. L'espace du secteur Mpama est actuellement en partie occupé par la Réserve naturelle Tumba-Lediima en chevauchement avec les concessions forestières des sociétés SCIBOIS (093/03), SOFORMA (005/03) et SODEFOR (026/03), ce qui représente environ 75% de ce secteur.

A LA RENCONTRE DES COMMUNAUTÉS DE MPAMA

Les Mpama, tribu Bantu originaire de Bonga na Mongo au Congo Brazzaville, seraient arrivés dans leur terroir actuel en RDC au 19e siècle. D'après les autorités traditionnelles, le clan Boyoka traversa le fleuve Congo à l'aide d'un radeau appelé Etoke à la recherche d'espaces cultivables et de gibier.

Sous la conduite de Taayoka, ils s'installèrent d'abord au village Ndjondo puis ils se dirigèrent vers l'ouest, fondant plusieurs villages au passage, et continuèrent jusqu'à Ndongo-ayoka où Taayoka érigea son village (l'actuel siège de groupement Mpama).

L'origine du nom de Taayoka serait à chercher dans une allusion à un animal nocturne nommé "Eyoka". La famille de Taayoka entendit une nuit des cris : « nkoyo, nkoyo ». Chacun se demanda ce que cela pouvait être. La femme du chef sortit de la case, vit l'animal et l'appela Eyoka. Tout le monde approuva et le chef prit le nom de Taayoka en souvenir de cet animal qu'on ne voit jamais mais qu'on entend toujours crier.

Etant devenu nombreux, les fils ou compagnons de Taayoka se dispersèrent et conquièrent ainsi une grande partie du territoire. L'un d'entre eux, Tabale, se dirigea vers Ndongo-Bokoko, un autre, Takiri, fonda le village Ngelo, Tambambe fonda le village Mpoka, et Tafutuma celui de Nkondi. Ces villages ont ensuite donné naissance à d'autres villages, couvrant le secteur de Mpama aujourd'hui.

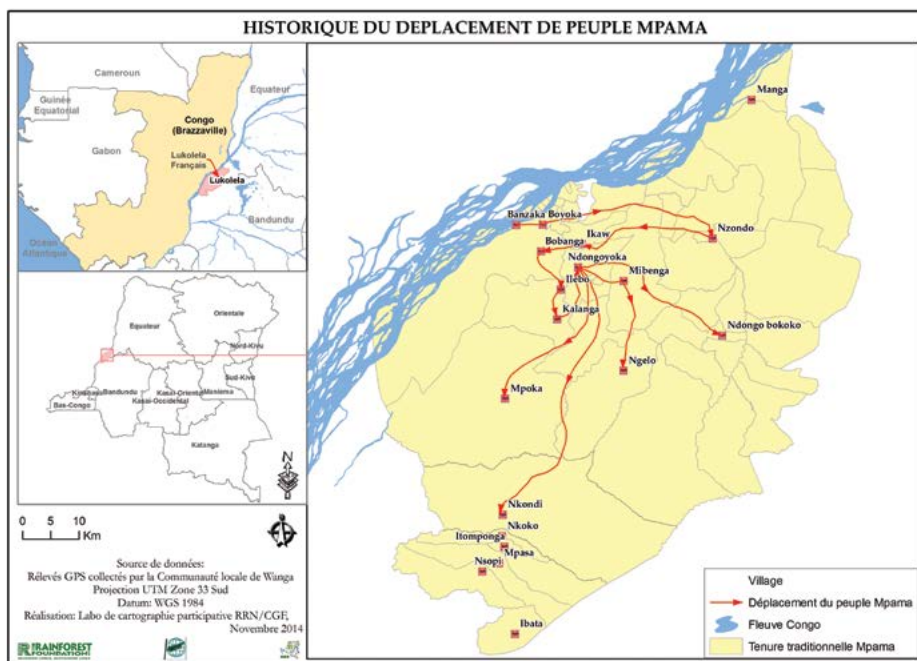
Selon les anciens, les noms de ces ancêtres auraient été passés comme des titres à leurs successeurs jusqu'à



l'arrivée des Européens. Les langues communément parlées sont le Mpama et le Lingala.

Chaque clan ayant-droit dispose d'une tenure foncière traditionnelle qu'il gère selon la coutume. La propriété traditionnelle des terres implique la propriété de tout ce qu'elles portent : gibiers de toute sorte entraînant le droit de chasse, le droit d'occupation, etc. Chez les Mpama, tout objet de propriété est nettement défini et limité; qu'il s'agisse des eaux, des marais, des terres ou des forêts.

Lorsqu'il n'existe pas de limites naturelles telles que les rivières, marais ou plaine, il existe au moins une ligne conventionnelle très souvent immuable par elle-même, par exemple un ravin, un rocher, un grand arbre. En ce qui concerne le mode de succession, la vie courante des Mpama est régie par des règles du matriarcat. Cependant, en ce qui concerne la succession du pouvoir politique ou coutumier, il faut s'en référer au patriarcat.





Si les habitants du secteur de Mpama vivent majoritairement de l'agriculture itinérante, produisant manioc, maïs, banane, etc., ils tirent également leur subsistance et leur pharmacopée d'une gamme de produits forestiers non ligneux tels les chenilles, racines, champignons, feuilles, palmes et autres produits. La pêche et la chasse sont exercées périodiquement en fonction des saisons. Toutes ces activités sont menées pour répondre aux besoins quotidiens des ménages et sont faites selon des pratiques traditionnelles permettant le renouvellement naturel des espèces. Dans la plupart des cas, il ressort clairement que les populations estiment vivre dans des conditions de pauvreté, ce qu'elles lient généralement à une diminution de l'accès aux terres et aux ressources.

En effet, la vie des communautés du secteur de Mpama est intimement liée à la forêt, qui est source de pouvoir et de force, et l'unique milieu approprié pour les rites ancestraux. Les communautés de Mpama sont très attachées à la coutume et aux mythes et c'est dans les forêts, précisément dans certains sites sacrés, qu'elles communiquent avec leurs génies pour trouver les solutions aux problèmes qui se posent dans les villages. Les Mpama ont des totems qu'ils respectent scrupuleusement (animaux ou arbres protégés par des interdits coutumiers), par exemple le serpent "Oboondjo" ou l'arbre "Bwanga".

D'après les données cartographiques collectées, et comme le montre la carte pages 6-7, la quasi-totalité des 585 000 hectares du secteur se trouve sous tenure foncière coutumière (et il est tout à fait possible que l'intégralité du secteur soit gouverné par des systèmes fonciers coutumiers, si l'on considère également les communautés localisées dans des secteurs limitrophes qui n'ont pas été intégrées dans ce rapport).

« Nos ancêtres nous ont légué ces forêts. Sans elles, comment pourrions-nous vivre ? Nous vivons paisiblement mais le manque d'espaces pour l'agriculture pose parfois problème. Les personnes pauvres sont celles qui n'ont pas de champ ou qui ne peuvent pas pêcher. » Un habitant du secteur de Mpama.



DONNÉES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DES COMMUNAUTÉS DU SECTEUR DE MPAMA¹

Superficie du secteur administratif de Mpama : 585 000 hectares (5 850 km²)²

Superficie totale des terres coutumières des communautés localisées dans le secteur de Mpama : 538 717 hectares (5 387 km²)³

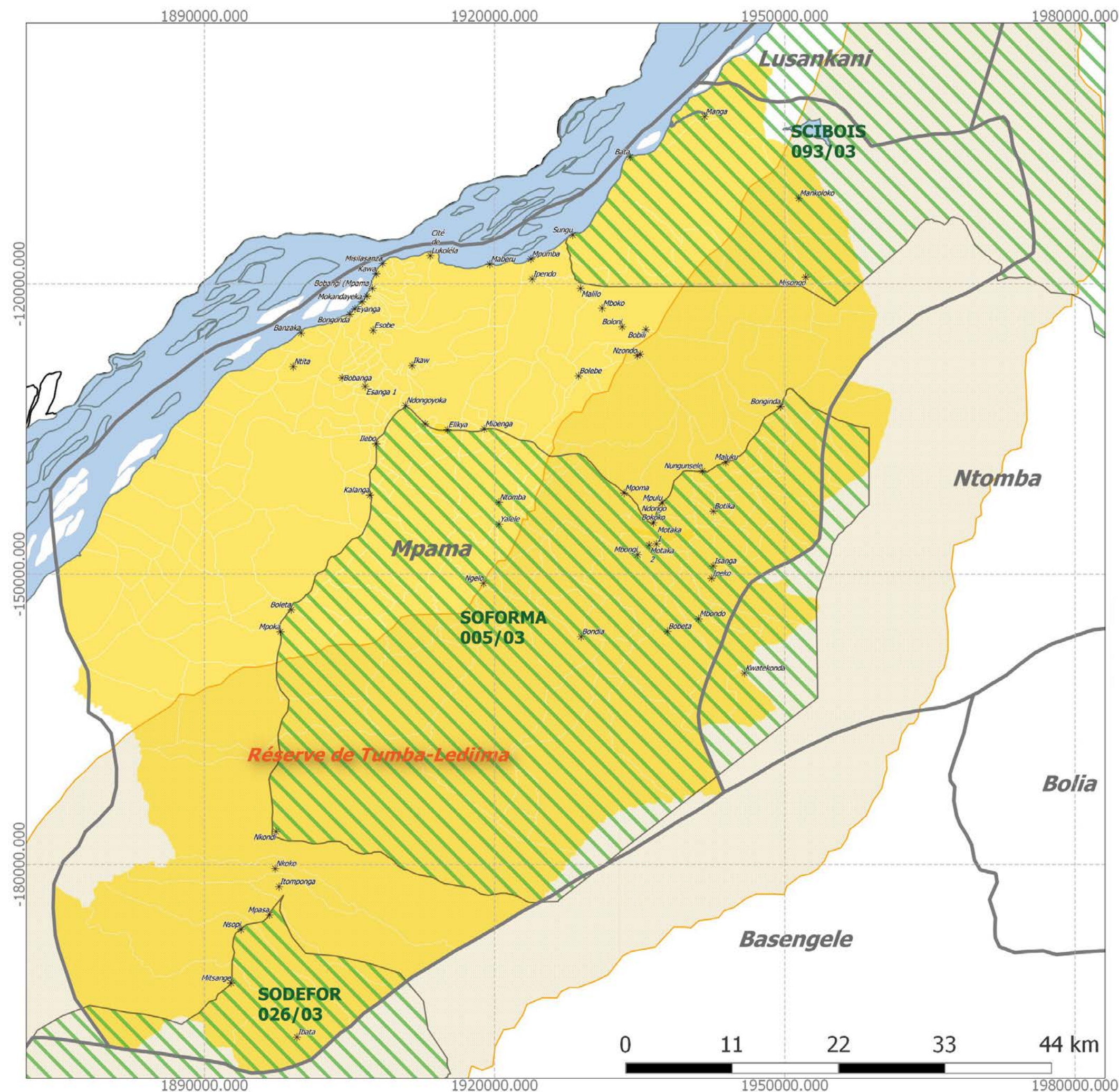
Densité de population : 19 habitants/km²

N°	Nom du village	Nombre Enfants	Nombre Femmes	Nombre Hommes	Population Totale
1	Banzaka	1145	686	459	2290
2	Bata	550	300	150	1000
3	Bobanga	1576	536	449	2561
4	Bobangi	241	115	108	464
5	Bobangi	26	9	9	44
6	Bobeta	430	258	172	860
7	Bobili	420	205	187	812
8	Bolebe	13	8	9	30
9	Boleta	213	128	85	426
10	Boloni	48	18	14	80
11	Bondia	674	401	273	1348
12	Bonginda	1364	1084	1364	3812
13	Bongonda	9966	4994	1483	16443
14	Botika	118	62	53	233
15	Elikya	172	93	81	346
16	Esanga 1	286	238	208	732
17	Esobe	373	192	158	723
18	Eyanga	3346	1442	904	5692
19	Ibata	160	92	68	320
20	Ikaw	480	270	180	930
21	Ilebo	2120	930	760	3810
22	Ipeko	112	56	46	214
23	Ipendo	262	150	100	512
24	Isanga	67	32	24	123
25	Itomponga	806	483	323	1612
26	Kalanga	270	162	108	540
27	Kawa	866	624	478	1968
28	Kinsuka	83	20	25	128
29	Kwatekonda	384	310	295	989
30	Lisalangomba-Bobangi	465	261	215	941
31	Maberu	205	79	58	342
32	Malilo	540	216	154	910
33	Maluku	29	5	7	41
34	Manga	1323	622	460	2405
35	Mankoloko	208	84	56	348
36	Mboko	594	204	140	938
37	Mbondo	856	402	367	1625
38	Mbongi	325	190	136	651
39	Mibenga	1476	536	449	2461
40	Misilasanza	424	226	186	836
41	Misongo	428	219	178	825
42	Mitsange	592	364	244	1200
43	Mokandayeka	622	436	286	1344
44	Motaka 1	129	77	52	258
45	Motaka 2	144	86	58	288
46	Mpasa	345	206	139	690
47	Mpoka	5220	3037	2486	10743
48	Mpoma	150	60	40	250
49	Mpulu	607	244	164	1015
50	Mpumba	163	87	74	324
51	Ndongo bokoko	570	220	112	902
52	Ndongo-ayoka	703	321	262	1286
53	Ngelo	775	465	311	1551
54	Nkoko	759	483	323	1565
55	Nkondi	6168	3556	2373	12097
56	Nsopi	225	314	221	760
57	Ntita	320	261	175	756
58	Ntomba	32	15	11	58
59	Nungunsele	37	10	15	62
60	Nzondo	138	41	36	215
61	Sungu	1879	781	533	3193
62	Yalele	213	128	85	426
63	Ngege	520	275	205	1000
64	Lounda	425	284	232	941
TOTAL		54 180	28 693	19 416	102 289

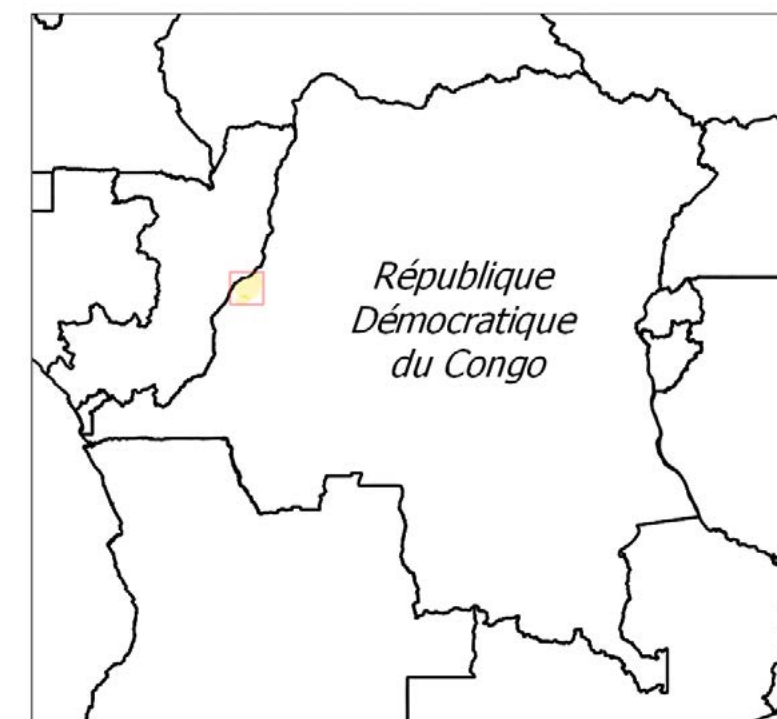
¹ Informations issues des données de cartographie collectées par et avec les communautés impliquées dans le projet

² Sources : Référentiel Géographique Commun (RGC) ; The Global Administrative Unit Layers (GAUL)

³ Source : www.MappingForRights.org



TENURE GENERALE DES COMMUNAUTES DU SECTEUR DE MPAMA



LÉGENDE

- * Village
- Tenure communautaire (avec tenures des clans)
- Réserve Tumba Lediima
- Concession forestière
- Fleuve Congo
- Limite secteur

SOURCES DE DONNÉES :

Relevés GPS collectés sur terrain par les communautés Mpama.

Datum : WGS 84

Universal Transverse Mercator (UTM) – Zone 33 Sud

Limite de secteur : World Resources Institute et Ministère des forêts et de la faune, 2007-2014. Interactive Forestry Atlases : Versions 3.0. Washington, DC : World Resources Institute.

Juillet 2015



Cette carte a été produite par l'unité SIG / Cartographie Participative de la coordination Nationale du Réseau Ressources Naturelles (RRN), Group d'Action pour Suer l'Homme et son Environnement (GASHE) avec l'appui technique de la Rainforest Foundation UK (RFUK)

EDUCATION :

Niveau	Nbre écoles	Nbre élèves	Nbre enseignants	Nbre moyen d'élèves par classe	Age moyen des élèves
Primaire	81	17 712	573	34	12 ans
Secondaire	31	3 254	306	17	18 ans
Total	112	20 966	879		

D'après les échanges et données collectées, dans la plupart des villages il existe des écoles primaires et parfois des établissements secondaires. Cependant certains villages n'ont pas d'école. Manquant de financements et d'infrastructures, la plupart des

écoles sont construites en matériaux périssables, manquent de bancs, de tableaux et de matériel didactique. Les enseignants sont rarement mécanisés et parfois ne sont pas payés. D'après les données collectées, le taux de scolarisation est d'environ 30%.



SANTÉ :

Nbre centres de santé	Nbre infirmiers	Proportion de centre sans lits	Nbre patients/année
30	100	53,3%	70 078

L'accès à des services de santé de qualité pour les communautés de Mpama est rendu difficile par le mauvais état des infrastructures, le manque de matériel médical et chirurgical, le manque de médicaments et de vaccins, le manque de système de réfrigération, ainsi que le peu de moyen financier des familles pour régler les factures, etc.

Les maladies les plus fréquentes pour lesquelles les populations consultent les centres de santé sont le paludisme, les infections sexuellement transmissibles, la verminose, les infections respiratoires, et la diarrhée. Il existe aussi des cas de malnutrition, d'anémie et de choléra rapportés par les services de santé.

Le seul hôpital de référence, auxquels sont rattachés les seuls médecins du secteur, se trouvent au chef-lieu du territoire, Lukolela cité.



EAU ET ÉLECTRICITÉ:

L'accès aux services d'eau potable et d'électricité sont très limités pour les villages du secteur.

72% des communautés affirme ne pas avoir accès à des sources d'eau potable. Pour les autres les sources d'eau ne sont pas définies.

La plupart des villages ne font pas état d'approvisionnement en électricité, et aucun service électrique n'est disponible. Les besoins en énergie sont plutôt couverts par le bois de chauffe, l'utilisation de piles, de panneaux solaires, ou de générateurs consommant du carburant.

ACCESSIBILITÉ :

Le réseau de circulation est principalement constitué de routes locales, de pistes et de sentiers sur terre ferme. A ce jour, la plupart ne sont que des sentiers forestiers parfois coupés par les fortes pluies et où la progression ne se fait qu'à pied ou à vélo, au mieux à moto. D'après la carte de base, la route locale s'étend sur une longueur de moins de 220 km et le réseau de pistes et de sentiers comprend un peu plus de 1047 km.

Les cours d'eau s'étendent sur une grande partie du secteur, et certains villages ne sont accessibles qu'en pirogue.

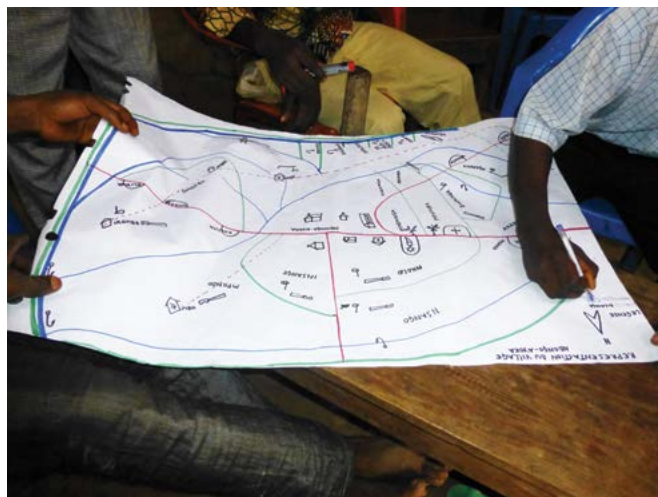


LE CONTEXTE DU PROGRAMME « CARTOGRAPHIE ET GOUVERNANCE FORESTIÈRE »

Selon les estimations, environ 50 millions de personnes dépendent des forêts tropicales du bassin du Congo pour leurs moyens de subsistance. Parmi elles figurent environ 700 000 autochtones chasseurs-cueilleurs communément appelés « pygmées » qui mènent une vie semi-nomade au cœur des forêts tropicales. Malheureusement, ces groupes figurent parmi les populations les plus défavorisées et appauvries d'Afrique. La plupart d'entre elles ont un accès limité aux services de base de l'Etat et bénéficient insuffisamment de l'exploitation des forêts qu'elles occupent et utilisent de manière coutumière.

Il existe des données significatives qui montrent que la sécurisation des droits des communautés aux terres et aux ressources constitue l'un des moyens les plus efficaces pour réduire la pauvreté, maintenir la biodiversité et stopper la déforestation, et par conséquent lutter contre les changements climatiques. La clarification des questions foncières, y compris de la tenure communautaire, est de plus en plus reconnue comme une pierre angulaire de la bonne gouvernance des forêts et de l'investissement responsable.

Le programme « Cartographie et Gouvernance Forestière dans le bassin du Congo » (CGF) vise à contribuer à la réduction de la pauvreté, à la gestion durable des ressources naturelles et à l'amélioration de la gouvernance des forêts tropicales humides dans le bassin du Congo. Cet objectif est réalisé en documentant la tenure foncière et les systèmes traditionnels de gestion des espaces des communautés forestières et en travaillant à la promotion de leurs droits aux terres et aux ressources.



Le programme de Cartographie et gouvernance forestière a été conçu spécialement pour permettre la participation des communautés forestières dans les processus politiques et de réforme concernant les terres et les forêts au niveau local et national en facilitant la prise en compte de leurs droits. En utilisant des approches participatives d'accompagnement communautaire, les ONG partenaires appuient les communautés à représenter leurs connaissances de leurs espaces de vie traditionnels et de leur utilisation des ressources sur un support cartographique compréhensible par tous. Les cartes sont réalisées par les communautés elles-mêmes et validées au sein des communautés, ainsi qu'avec les communautés voisines en cas de superposition de droits, et constituent l'expression de leur organisation spatiale reconnue de tous à l'heure actuelle.



LES PARTENAIRES DU PROGRAMME

Le Groupe d'Action pour Sauver l'Homme et son Environnement (GASHE), est une ONG de développement basée à Mbandaka (province de l'Equateur) qui se spécialise dans le processus de développement communautaire et intégral de la personne humaine en prônant l'utilisation durable des ressources de son milieu naturel. Il est le point focal du Réseau Ressources Naturelles en Equateur.

Le Centre d'Accompagnement de la Population pour le Développement de Maï Ndombe (CADEM/ONGD) est une association sans but lucratif basée à Nioki (province de Maï Ndombe) qui a pour objet de promouvoir des initiatives durables issues de la base afin de permettre à la population de Maï Ndombe d'améliorer leurs conditions de vie et de défendre leurs intérêts communs. Il est le point focal du Réseau Ressources Naturelles dans le Maï Ndombe.

Le Réseau Ressources Naturelles (RRN) regroupe près de 260 organisations nationales et provinciales de défense de l'environnement et des droits des populations aux terres et aux ressources. Sa coordination nationale basée à Kinshasa apporte un soutien technique et politique à ses organisations membres.

La Rainforest Foundation UK (RFUK) est une ONG britannique qui s'engage à appuyer ceux qui sont les premiers concernés par la protection de la forêt tropicale: les communautés autochtones et traditionnelles, les organisations communautaires et ONG locales. Cette approche axée sur les bénéficiaires vise à favoriser le dialogue et la planification avec d'autres parties prenantes (Etat, secteur privé, ONG et bailleurs de fonds internationaux) à trois niveaux interdépendants: local, national et international.



MAPPING FOR RIGHTS

Putting communities on the map



SUPPORTÉ PAR :

Le Département britannique du développement international
(UKAid- DFID)

CONTACTEZ-NOUS

GASHE : Avenue du Congo n° 17, ville de Mbandaka,
Equateur
E-mail : onggashe@yahoo.fr
Tél. : +243 81 730 2648

CADEM : Avenue Ibofa n° 03, Q/Mongankolo, Cité de Nioki,
Mai Ndombe
E-mail : Cadem.2007@yahoo.fr
Tel : +243 81 632 3045 ; +243 99 146 9536

RRN : Avenue du Progrès no 251, Kinshasa-Barumbu
E-mail : rrncoordination@yahoo.com
Tel : +243 81 8148 539 ; +243 99 8182 145 ; +243 15 14 91 58

RFUK : 233a Kentish Town Road, London, United Kingdom
E-mail : MappingForRights@rainforestuk.org
Tel : +44 207 485 0193
www.MappingForRights.org

